

Nouvelles locales du mercredi 12 novembre 2014

@rib News, 12/11/2014 | Gouvernance - L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) a annoncé la procédure de privatisation de l'ONATEL, actuellement en cours. Selon le président de cette organisation de la société civile burundaise, il y a des zones d'ombre qui ne sont pas éclaircies. Gabriel Rufyiri estime que cette procédure est en train d'être menée à la hâte surtout dans cette période où l'approche des élections. Selon lui, aucune entreprise publique ne devrait être privatisée dans ces jours jusqu'aux élections car c'est une occasion pour certains dirigeants en poste de profiter de l'incertitude pour opérer des transactions non contractées afin de soutirer quelques sous.

Il trouve ainsi que cela est fait dans l'intérêt de certaines personnes dont le parti au pouvoir ou certains de ses membres. De même, il constate que la fusion entre l'ONATEL et AFRICELL est préjudiciable à la société burundaise. En effet, Africell ne va pas payer le coût de la licence d'exploitation fixée à plus de 10.000.000 de dollars. Il trouve aussi que certains travailleurs d'Africell vont être licenciés alors que cette entreprise ne va plus payer leurs impôts. Il demande de la prudence dans ces opérations. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] | Politique - L'ancien président de la République Sylvestre Ntibantunganya trouve qu'une seule voie est privilégiée pour que les élections de 2015 soient une occasion de salut pour le peuple burundais. Il trouve qu'en temps normal, il est logique qu'il y ait une opposition qui cherche à conquérir le pouvoir et la force de l'opposition peut avoir pour origine les faiblesses du parti au pouvoir. De son côté, l'opposition de toute nature doit se mettre ensemble pour lutter efficacement contre le pouvoir en place et affirme qu'il ne voit pas ce qui manque pour que cela soit concret. Il trouve par ailleurs que l'essentiel n'est pas les places que les uns et les autres devraient avoir après la victoire, mais le bien de la population burundaise. Il estime en fin de compte que le manque de coalition n'est favorable qu'au pouvoir qui ne veut pas qu'il y ait une opposition forte. [rpa/rtr]

- L'association de défense des droits des Batwa "Unissons-nous pour la Promotion des Batwa" (UNIPROBA) a sorti un communiqué pour demander aux politiciens burundais de mettre les femmes Batwa sur les listes électorales. Selon un membre du comité exécutif de cette association, les femmes Batwa sont capables de faire quelque chose dans la vie du pays. Libérate Nicayenzi trouve que les politiciens burundais écartent les femmes Batwa sans aucun motif fondé. Elle précise que cette association a fait une sensibilisation à l'endroit de ces femmes et que d'ordinaire elles sont convaincues qu'elles doivent participer activement dans les partis politiques afin d'être mises sur les listes électorales. Regrettant que dans les conseils communaux du pays, il y a moins d'une dizaine de femmes Batwa, elle demande aux politiciens de prendre en considération ces compétences afin que la place des femmes Batwa soit reconsidérée au sein de la société. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb] | Justice - Trois jeunes ont été arrêtés sur la colline de Ruyaga de la commune Kanyosha dans la province Bujumbura ce dimanche soir. Ils ont été suspectés par la population qui a alerté les militaires et ces derniers les ont arrêtés et les ont présentés à la police. Le plus étonnant est que ces jeunes affirment qu'ils viennent des provinces de Bururi, Kirundo et Kayanza, mais aucun d'eux n'a de pièce d'identité sur lui. La population estime aussi qu'il est étonnant que ces jeunes se soient retrouvés par hasard dans ce lieu et c'est la raison principale de leur suspicion. Ils ont été transférés ce mercredi au parquet de la province de Bujumbura pour compléter l'enquête. [bonesha/isanganiro]

| Sécurité - Attaque sur une position militaire de la réserve naturelle de Rukoko ce mardi soir, par des éléments armés. Selon des sources sur place, il était 18h quand ces hommes en armes ont attaqué la position militaire qui se trouve dans la réserve naturelle de la Rukoko dans la commune Gihanga de la province Bubanza et après un échange de coups de feu, un de ces hommes qui ont attaqué a été tué et un fusil a été récupéré alors qu'un militaire loyaliste a été blessé et se fait soigner à l'hôpital militaire à Bujumbura. Aprés le reste du groupe s'est ensuite replié vers la RD Congo. Rappelons que depuis le début du mois d'octobre, trois attaques ont eu lieu par des personnes armées dans la commune de Gihanga. La population de cette commune est appelée à faire des rondes nocturnes pour sauvegarder la sécurité. [bonesha/isanganiro]

- Après que le Conseil National de la Sécurité (CNS) ait publié un communiqué de presse, après sa réunion de ce lundi, estimant que les journalistes publient des informations exagérées en matière de sécurité, l'Observatoire de la Presse Burundaise (OPB) trouve que ces propos sont déplacés à voir la situation qui prévaut dans ce pays. Selon le président de cette association des radiodiffuseurs, le CNS a failli à sa mission puisqu'il doit prendre des mesures afin de sauvegarder la sécurité. Inonco Muhozi estime que les journalistes ne font que relater ce qui se passe dans le pays sans rien ajouter ou retirer. Il trouve que les allégations du CNS auraient été vraies s'il avait donné des détails des informations fausses diffusées sans prendre en globalité tous les médias. Il demande ainsi au CNS de prendre des mesures qui imposent pour sauvegarder la sécurité et non pour intimider les journalistes. [rpa/isanganiro/bonesha/rtr]

| Economie - Après les agissements ce lundi du gouverneur de la province de Bubanza contre la culture de STEVIA, la direction de STEVIA Company trouve cela étonnant. En effet, Daniel Kinigi estime qu'il n'est pas compréhensible que le gouverneur de la province de Bubanza agisse plus de six mois après que cette culture ait été introduite dans cette province. Selon lui, la STEVIA est une culture avantageuse tant pour la population qui doit en tirer profit et pour la caisse publique qui devra voir entrer des devises. Il trouve qu'il reste à savoir où est venue cette décision d'interdire l'entretien de cette culture puisque selon lui ils ont résisté à l'interdiction de les multiplier et ils l'ont respecté. [isanganiro]